

Pour un monde sans réclamations : « Au-delà des droits, nos devoirs »



Dans une société obsédée par la revendication de ses droits, Dadah Bokpè Houézrèhouèkè invite à un renversement radical de perspective. Figure éclairante, il pose cette vérité dérangeante et libératrice : l'épanouissement collectif ne naît pas de l'exigence permanente, mais de l'accomplissement silencieux et volontaire de nos devoirs. Et si la clé d'un monde harmonieux se trouvait non dans ce que l'on nous doit, mais dans ce que nous choisissons de donner ?

« Nous vivons une époque étrange, où les mots “mes droits” résonnent plus fort et plus souvent que les mots “mes devoirs”. Nous scrutons la société, le gouvernement, le voisin, pour pointer ce qu’ils ne nous donnent pas, ce qu’ils nous doivent. Nous brandissons nos droits comme des étendards, et nous en oublions, dans le vacarme des réclamations, le silence fondateur des responsabilités assumées. Pourtant, une vérité simple et puissante, trop souvent étouffée, attend d’être réentendue : si chacun accomplit pleinement ses devoirs, personne ne réclamera ses droits. C’est de cette graine que peut naître l’arbre d’un meilleur vivre-ensemble.

Cette phrase n’est pas un vœu pieux, encore moins une invitation à la soumission. Elle est, au contraire, l’appel à une révolution intérieure, la plus exigeante et la plus libératrice qui soit. Elle propose un renversement complet de perspective. Au lieu de regarder ce que le monde doit faire pour nous, elle nous demande de regarder ce que nous, nous pouvons et devons faire pour le monde. L’idée n’est pas de nier les droits – ils sont essentiels, fruits amers de longues luttes – mais d’en comprendre la source véritable. Ils ne sont pas des dons tombés du ciel, mais les conséquences naturelles, les fleurs qui éclosent lorsque chacun cultive avec soin le jardin de ses obligations.

Prenons un exemple concret, palpable. Mon droit à la sécurité dans ma rue n’est pas d’abord garanti par la présence d’un gendarme à chaque coin. Il est garanti par le devoir que s’impose chaque individu de ne pas agresser, de ne pas voler, de ne pas nuire. Le devoir du parent d’éduquer son enfant au respect, le devoir du témoin de ne pas détourner le regard, le devoir du citoyen de veiller sur son prochain. Lorsque ce réseau de devoirs est tissé serré, le droit à la sécurité s’épanouit sans qu’on ait besoin de le crier sur les places publiques. Il est simplement vécu. De même, mon droit à

un environnement sain est l'ombre portée du devoir de ne pas jeter ses déchets, du devoir de l'industriel de traiter ses polluants, du devoir du consommateur de choisir avec conscience. Les droits sont la respiration de la société ; les devoirs en sont le cœur battant.

Notre société moderne, pourtant, a fait de l'individu et de ses désirs le centre de tout. Nous sommes encouragés à vouloir plus, à exiger plus, à consommer plus de "droits". Cette course effrénée produit une cacophonie de revendications individuelles qui s'entrechoquent, créant un climat perpétuel de méfiance et de procès. On se bat pour sa part, souvent sans se soucier de ce que l'on apporte au tout. Le résultat ? Une fatigue collective, un tissu social déchiré, un "vivre-ensemble" réduit à une cohabitation nerveuse, où chacun campe sur ses positions et surveille les manquements des autres. Nous réclamons le respect sans toujours être prêts à le donner. Nous exigeons la justice sans chercher à être justes dans nos actes quotidiens. Nous voulons la paix en alimentant, par notre égoïsme, les petites guerres de l'indifférence.

La proposition est donc radicale : et si nous changions de point de départ ? Au lieu de construire une société à partir d'une liste infinie de droits à garantir, tâche titanique et souvent vaine, bâtonnons-la sur l'engagement ferme, solennel, de chacun à accomplir ses devoirs fondamentaux. Le devoir d'honnêteté. Le devoir de travail bien fait. Le devoir de respect envers les aînés et d'écoute envers les jeunes. Le devoir de participer à la vie de la communauté. Le devoir de transmission. Le devoir de vigilance civique. Le devoir de compassion.

Imaginez une rue où chaque commerçant fait son devoir de proposer des produits sains et des prix justes. Le droit du consommateur à la qualité et à l'équité n'a plus à être réclamé ; il est déjà là, incarné. Imaginez une administration où chaque fonctionnaire fait son devoir d'efficacité et d'accueil. Le droit du citoyen à un service public digne s'actualise sans lutte. Supposons une famille où chacun fait son devoir d'écoute, de soutien et de soin. Le droit à l'amour et à la considération n'y est pas un sujet de conflit, mais la toile de fond de la vie.

Bien sûr, certains objecteront que c'est un idéalisme naïf. Que compter sur la bonne volonté individuelle est utopique face à la dureté du monde. Que les puissants, les tricheurs, les violents ne joueront jamais ce jeu. Cette objection est sérieuse. Elle révèle justement la nature profonde du changement proposé : il ne s'agit pas d'attendre que "les autres" commencent. La révolution des devoirs commence par moi. Ici. Maintenant. Elle est un acte de foi et de courage personnel. Elle est le choix de devenir, dans sa sphère, un centre d'ordre, de fiabilité et de générosité, indépendamment de ce que font les autres. C'est cette multitude de centres qui, ensemble, finissent par créer un champ gravitationnel si puissant qu'il marginalise naturellement les comportements prédateurs. Une société où la norme est le devoir accompli devient inhospitalière pour ceux qui veulent seulement jouir de droits sans contrepartie.

Cela demande une éducation renouvelée. Dès le plus jeune âge, il faut apprendre aux enfants non seulement ce qu'ils peuvent attendre, mais surtout ce que l'on attend d'eux. La fierté d'accomplir une tâche, le sentiment d'être un maillon nécessaire, la joie d'avoir été digne de confiance. Cette éducation par les devoirs forge le caractère, bien plus que la revendication de droits ne forge l'identité.

Le "mieux-vivre ensemble" dont nous rêvons tous n'est pas un produit que l'on peut acheter ou une loi que l'on peut voter. C'est un climat. Un climat de confiance apaisée. Et la confiance naît précisément de la prévisibilité, de la certitude que l'autre fera ce qu'il doit faire. Lorsque je monte dans un bus, je fais confiance au devoir du chauffeur de conduire prudemment. Lorsque je signe un contrat, je fais confiance au devoir de l'autre partie de le respecter. Toute notre vie en société est un immense tissu de confiance fondée sur des devoirs implicites. Plus ce tissu est solide, moins nous avons besoin de recourir aux tribunaux, aux protestations, aux réclamations agressives pour nous sentir en sécurité et respectés.

En définitive, accomplir pleinement ses devoirs est un acte de souveraineté personnelle et de libération collective. C'est se libérer de la posture perpétuelle du demandeur, du plaignant, de la victime. C'est endosser le rôle puissant du créateur, du contributeur, du pilier. C'est passer d'une citoyenneté passive et consommatrice à une citoyenneté active et génératrice.

Alors, oui, la société a besoin de cette révolution silencieuse. Elle a besoin que nous nous intéressions moins au partage du gâteau et plus à la qualité de la farine que chacun apporte pour le pétrir. Elle a besoin que nos mains se tendent moins pour recevoir, et plus pour bâtir, servir, réparer. Si chacun, dans son champ d'action, se concentre sur l'excellence et l'intégrité de son propre devoir, alors, comme par magie, les droits de tous – le droit à la dignité, à la paix, à la justice, à la prospérité – cesseront d'être des slogans sur des banderoles pour devenir l'air même que nous respirons. C'est cela, le vrai progrès humain. Et c'est de cela que dépend notre avenir commun.

Une réflexion de DADAH BOKPE HOUEZREHOUEKE

Quelle: gaskiyani.info